

ANNA NEYRAT
Maîtresse de conférences en droit public
Science Po Bordeaux
Membre du Centre Émile Durkheim (UMR 5116)
Membre associée du CERCCLÉ (EA 7436)



Née le 11 mai 1988 à Poitiers
Coordonnées professionnelles :
a.neyrat@sciencespobordeaux.fr
Bureau B 011
Science Po Bordeaux, 11 allée Ausone,
33 607 Pessac CEDEX

CARRIERE UNIVERSITAIRE

Depuis 2020 : Maîtresse de conférences, Sciences Po Bordeaux

Depuis 2018 : Maîtresse de conférences, Université Paul Valéry-Montpellier 3, Faculté des sciences sociales, des organisations et des institutions.

2017-2018 : Enseignante-chercheuse contractuelle, Université Bretagne-Sud, Faculté de droit, sciences économiques et gestion.

2016-2017 : ATV, Université de Bordeaux, Faculté de droit et sciences politiques.

2014-2016 : ATER, Université de Bordeaux, Faculté de droit et sciences politiques

2011-2014 : Doctorante-contractuelle avec charge d'enseignement, Université de Bordeaux, Faculté de droit et sciences politiques

DIPLOMES ET TITRES UNIVERSITAIRES

2017 : Qualification aux fonctions de maître de conférences en droit public, par le Conseil National des Universités (section 02).

2016 : Doctorat en droit, autorisation de publication en l'état.

- Titre de la thèse : *Le rapport du droit administratif national aux droits administratifs étrangers. Les cas de la France et de l'Espagne.*
- Date et lieu de soutenance : 25 novembre 2016, Université de Bordeaux.
- Directeur de thèse : M. Fabrice MELLERAY, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.
- Composition du jury : M. Pierre BON, Professeur émérite à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (président du jury), M. Simon GILBERT, Professeur à l'Université Paris XII, Paris-Est Créteil (rapporteur), M. Nader HAKIM, Professeur à l'Université de Bordeaux, Mme Elisenda MALARET GARCIA, Catedrática à l'Université de Barcelone (rapporteur), M. Fabrice MELLERAY, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (directeur de la recherche).

2011 : Master 2 recherche « Droit Public Fondamental », Université Montesquieu-Bordeaux IV.

2010 : Certificat d'études européennes, Université Montesquieu-Bordeaux IV.

2009 : Licence de droit, Universidad de Valladolid, Université Montesquieu-Bordeaux IV (programme *Erasmus*).

2006 : Baccalauréat, série littéraire, spécialité latin, Lycée Camille Jullian, Bordeaux.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Juillet 2019 : Enrichir ses pratiques en pédagogie. DRRH/Pôle Développement des compétences, Université Paul Valéry-Montpellier III.

Juin 2019 : Prévention et secours civique – PSC 1. DRRH/Pôle Développement des compétences, Université Paul Valéry-Montpellier III.

Novembre 2018 : La carrière de MCF. DRRH/Pôle Développement des compétences, Université Paul Valéry-Montpellier III.

Avril 2015 : Enseigner avec le numérique « découverte de moodle ». Pôle RHDS-Service du développement des compétences, Université de Bordeaux.

Mars 2013 : Formation professionnelle des doctorants contractuels. Parcours enseignement. Année 2. IUFM d'Aquitaine.

Novembre/décembre 2011 : Formation professionnelle des doctorants contractuels. Parcours enseignement. Année 1. IUFM d'Aquitaine.

LANGUES

Espagnol : Certification niveau C2 (*Diploma de español como lengua extranjera* -DELE- délivré par l'Institut Cervantes au nom du Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle espagnol).

Anglais : Expression orale et écrite niveau B1, compréhension orale et écrite niveau B2.

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

A Sciences Po Bordeaux :

- Cours magistral : **Droit public** – Préparation « Objectif ENA », 22h (2020-...)
- Cours magistral : **Droit public européen** –4A Majeure Politique, société, communication, Parcours Intégration et gouvernance européennes, Semestre 1, 18 heures (2020-...).
- Cours magistral : **Droit administratif** –4A Majeure Carrières publiques, , Semestre 2, 18 heures (2020-...).
- Cours magistral : **Droit de la fonction publique** –4A Majeure Carrières publiques, Parcours Carrières administratives, Semestre 2, 18 heures (2020-...).
- Conférences de méthode : **Administration publique** –3A, Semestre 1 et 2, 45 heures, 1 groupe (2020-...).
- Conférences de méthode : **Droit et institutions publiques** –3A, Semestre 1 et 2, 45 heures, 2 groupes (2020-...).

A Médiaquitaine (Centre régional de formation aux carrières des bibliothèques) :

- Cours magistral : **Droit de la fonction publique territoriale** – Préparation concours assistant (et assistant principal) territorial de conservation de patrimoine, 3 heures (2020-...)
- Cours magistral : **Organisation territoriale** – Prépa concours assistant et (assistant principal) territorial de onservation de patrimoine, 3 heures (2020-...)

A l'Université Paul Valéry-Montpellier 3 :

DUT Carrière sociales :

- Cours magistral : **Institutions territoriales, nationales et européennes** –1^{ère} année DUT Carrières sociales, Semestre 1, 30 heures (2018-2020).
- Cours magistral et travaux dirigés : **Droit appliqué pour l'option Services à la personne**– 2^{ème} année DUT Carrières sociales, Semestre 1, 20 heures + 10 heures (2018-2020).
- Cours magistral et travaux dirigés : **Droit appliqué pour l'option Gestion urbaine**– 2^{ème} année DUT Carrières sociales, Semestre 1, 20 heures + 10 heures (2019-2020).
- Cours magistral et travaux dirigés : **Droit spécialisé pour l'option Services à la personne**– 2^{ème} année DUT Carrières sociales, Semestre 2, 10 heures + 20 heures (2018-2019).

Département Administration économique et sociale :

- Cours magistral : **Droit administratif**– Licence 2 AES, Semestre 2, 36 heures (2019-2020).
- Cours magistral et travaux dirigés : **Droit de l'intervention publique** – Licence 3 AES, Parcours DS, Semestre 2, 18 heures + 6 heures (2018-2019).
- Séminaire : **Le droit d'asile : approches internationale, européenne et française** – Master 2 Intervention et Développement Social, Parcours Migrations Inter-Méditerranéennes, Semestre 1, 10 heures (2018-...).
- Séminaire : **Droit des mineurs isolés étrangers** – Master 2 Intervention et Développement Social, Parcours Migrations Inter-Méditerranéennes, Semestre 1, 5 heures, (2019-...).

A l'Université Bretagne Sud :

- Cours magistral : **Droit de la fonction publique** – Licence 3, Semestre 1, 24 heures (2017-2018).
- Cours magistral : **Droit international public** – Licence 3, Semestre 1, 18 heures (2017-2018).
- Cours magistral : **Organisations internationales et européennes** – Licence 1, Semestre 2, 21 heures (2017-2018).
- Travaux dirigés : **Droit administratif général** – Licence 2, Semestre 1 et Semestre 2, 30 heures, trois groupes (2017-2018).
- Travaux dirigés : **Droit international public** – Licence 3, Semestre 1, 13,5 heures, un groupe (2017-2018).

- Travaux dirigés : ***Droit du service public*** – Master 1, Semestre 1, 15 heures, un groupe (2017-2018).
- Travaux dirigés : ***Droit du contentieux administratif*** – Licence 3, Semestre 2, 13,5 heures, deux groupes (2017-2018).
- Travaux dirigés : ***Droit matériel de l'Union européenne*** – Licence 3, Semestre 2, 13,5 heures, un groupe (2017-2018).
- Jurys de la Préparation Concours : **Exposés-discussion** – Licence 3, Semestre 1 et 2, 6 heures (2017-2018).

A l'Université de Bordeaux :

- Travaux dirigés : ***Droit de l'Union européenne*** – Licence 2, Semestre 2, 6 heures, quatre groupes (2017)
- Travaux dirigés : ***Droit administratif*** – Licence 2, Semestre 1 et Semestre 2, 30 heures, trois groupes (2014-2016)
- Travaux dirigés : ***Droit constitutionnel*** – Licence 1, Semestre 1 et Semestre 2, 30 heures, deux groupes (2012-2014)

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

Champs de recherche :

Droit administratif comparé ; Histoire du droit administratif et de sa pensée juridique ; Managériation de l'administration publique ; Droit des étrangers.

Publications :

Ouvrages :

- *Le rapport du droit administratif national aux droits administratifs étrangers. Les cas de la France et de l'Espagne*, Paris, L'Harmattan, Logiques Juridiques, 2019.

Direction d'actes de colloques :

- *Le contentieux universitaire et la modernité*, Paris, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, Colloques et Essais, 2019 (avec M. Baubonne et R. Carin).

Articles publiés dans des revues scientifiques :

- « Analyser le rapport du droit administratif national aux droits administratifs étrangers ou défendre l'intérêt des recherches comparatives non prescriptives », *Revue générale du droit on line*, 2019, n° 49706 (www.revuegeneraledudroit.eu/?p=49706).
- « Le recrutement des emplois de direction à la discrétion des autorités politiques à l'épreuve du Nouveau Management public. Étude des cas français et espagnol », *RDP*, 2018, n°5, pp. 1359-1384.
- « Précarité juridique du fonctionnaire stagiaire : bilan au regard de la situation de l'agent public contractuel », *AJFP*, 2017, n° 2, pp. 68-74.

Articles publiés dans des actes de colloque

- « La "survulnérabilité" des jeunes étrangers isolés », in J. Boisson, N. Dedessus-Le-Moustier, C. Hablot, D. Guérin, S. Renard, M. Rebourg, F.-X. Roux-Demare (dir.), *Droit et jeunesse par le prisme de la vulnérabilité*, LexisNexis, à paraître en avril 2021.
- « Mineurs non accompagnés et inapplication du droit de la protection de l'enfance », in E. Péchillon et S. Renard (dir.), *L'inapplication de la règle de droit*, Mare & Martin, 2020, pp. 79-90.
- « En finir avec le "bricolage" : pour une étude critique de la modernité du contentieux universitaire », in M. Baubonne, R. Carin, A. Neyrat (dir.), *Le contentieux universitaire et la modernité*, Paris, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, Colloques et Essais, 2019, pp. 9-24 (avec R. Carin).
- « L'instrumentalisation de l'histoire du droit sous le premier franquisme : l'exemple du droit public », in N. Hakim (dir.), *L'histoire du droit, entre science et politique*, Editions de la Sorbonne, coll. Théorie et Histoire du droit, 2019, pp. 273-293.
- « Léon Duguit, juriste reconnu, anarchiste qui s'ignore ? », in C. Bertrand, R. Brett, F. Pulliero, N. Wagener, *Droit et anarchie*, L'Harmattan, coll. Presses Universitaires de Sceaux, 2013, pp. 83-102.

Observations/signalements :

- « Le rapport du droit administratif national aux droits administratifs étrangers : les cas de la France et de l'Espagne », *Droit administratif*, 2017, n°11, Rubrique « Ma thèse en 3000 signes », p. 12.
- « La Cour Européenne avale la réforme du recours d'amparo en Espagne », Obs. sous C.E.D.H., 20 janvier 2015, *Arribas Antón c/ Espagne*, Req. n° 16563/11, *Journal d'Actualité du Droit Européen (JADE)*, mars 2015.
- « Quelques précisions sur la notion d'effectivité du recours. Recours d'amparo et protection illusoire », Obs. sous C.E.D.H., 19 février 2013, *García Mateos c/ Espagne*, Req. n° 38285/09, *Journal d'Actualité du Droit Européen (JADE)*, avril 2013.

Communications orales :

- « Le positionnement du Conseil d'État sur l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur », Communication dans le cadre du colloque *Le plan « Bienvenue en France ». Bilan d'étape*, organisé par les laboratoires CERCCLÉ, CRDEI, CERFAPS, COMPTRASEC, Université de Bordeaux, le 18 septembre 2020 (direction scientifique C. Gauthier et M. Tissier-Raffin).
- « La vulnérabilité des jeunes majeurs étrangers isolés », Communication dans le cadre du colloque *Jeunesse et droit, approches internes et internationales*, organisé par le laboratoire Lab-LEX, Université Bretagne Occidentale, les 17 et 18 octobre 2019.

- « Le droit à un hébergement digne », Présentation de la thématique d'une table-ronde dans le cadre de la journée d'étude *Comment garantir effectivement les droits fondamentaux des mineurs non accompagnés ? Réflexions inter-acteurs sur la situation en Gironde*, organisée par le CERCACLE, le CERFAPS et le CRDEI, Université de Bordeaux, le 14 juin 2019.
- « Le rapport du droit administratif national aux droits administratifs étrangers. Les cas de la France et de l'Espagne », Communication dans le cadre du colloque *L'actualité des thèses en droit public comparé*, organisé par le laboratoire Forces du droit, Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, le 12 avril 2019.
- « Mineurs non accompagnés et inapplication du droit de la protection de l'enfance », Communication dans le cadre du colloque *L'inapplication de la règle de droit*, organisé par le Lab-LEX (EA 7480), Université Bretagne-Sud, les 4 et 5 avril 2019.
- *Seminario internacional de derecho administrativo, Décimo aniversario del código procesal contencioso-administrativo*, 3-6 de septiembre de 2018, Colegio de Abogados y Abogadas de Costa Rica.
 - Exposición n° 1 : “La jurisdicción de lo contencioso administrativo en Francia : Historia, Presente y Futuro”.
 - Exposición n° 2 : “El proceso cautelar de référé del contencioso-administrativo francés: tipología de los procesos; su objeto; poderes del juez”
 - Exposición n° 3: “Tipología de los procesos contencioso-administrativos franceses”.
- Table ronde portant sur *Les rapports entre les droits administratifs nationaux, le cas du Mexique, de l'Espagne et de la France*, avec le professeur Guillermo Cambero Quezada, avocat et professeur à l'Université d'ITESO (Guadalajara, Mexique), maître Romain Reveau, avocat au barreau de Nantes, organisée par le Lab-LEX (EA 7480), Université Bretagne-Sud, le 9 novembre 2017.
- « L'instrumentalisation de l'histoire du droit sous le premier franquisme : l'exemple du droit public », Communication dans le cadre du colloque international jeunes chercheurs, *L'histoire du droit, entre science et politique*, organisé par le CAHD, Université de Bordeaux, et l'UMR droit comparé, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, les 15 et 16 octobre 2015.
- « La fonction publique, point de vue comparatiste, France-Espagne », Communication dans le cadre de *Séminaires franco-mexicains : regards croisés sur le droit public*, organisés par l'IEDP, Faculté Jean Monnet, Université Paris-Sud du 7 au 11 avril 2014.
- « Léon Duguit, juriste reconnu, anarchiste qui s'ignore ? », Communication dans le cadre du colloque *Droit et Anarchie* organisé par l'IEDP, Faculté Jean Monnet, Université Paris-Sud, le 23 novembre 2012

Recherche collective :

- **2020-2023** : Participation au projet de recherche pluriannuel « Mobilités à des fins d'études et de recherche. Vers une reconfiguration des mobilités extracommunautaires ? », dirigé par Catherine Gauthier et Marion Tissier-Raffin, Maîtresses de conférences à l'Université de Bordeaux.
- **2018-** : Participation au Projet de recherche « Le traitement des QPC par les juges de première instance et d'appel dans les ressorts de la Cour administrative d'appel de Bordeaux et des Cours d'appel de Bordeaux et Agen », sous la responsabilité scientifique de Pauline Gervier, maîtresse de conférences à l'Université de Bordeaux et de Florian Savonitto, maître de conférences à l'Université de Bordeaux. Organisé dans le cadre de l'appel à projets *QPC 2020*, à l'initiative du Conseil Constitutionnel.
- **2013** : Participation à un groupe de travail sur le droit des étrangers, initié par Catherine Gauthier, maître de conférences à l'Université Montesquieu Bordeaux IV et maître Lucile Hugon, avocate au barreau de Bordeaux, Groupe de travail réunissant universitaires, juges administratifs et avocats.

Appartenance à des laboratoires, associations ou groupes scientifiques :

Membre du Centre Emile Durkheim (CED, UMR 5116, CNRS, Sciences Po Bordeaux, Université de Bordeaux)

Membre associée du Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCACLE, EA 7436)

Membre de l'Association Française de Droit Administratif (AFDA)

Membre de l'Association Française de Droit constitutionnel (AFDC)

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET ELECTIVES

- Nommée au Conseil scientifique de Sciences Po Bordeaux depuis octobre 2020.
- Co-référent pédagogique L1 AES Béziers, 2019-2020
- Membre de l'association Ad Hoc (association des doctorants et docteurs en droit de l'Université de Bordeaux) entre 2011 et 2018. Présidente de l'association au cours de l'année universitaire 2013-2014 ; membre du conseil d'administration de l'association entre 2012 et 2014.
- Éluë au Conseil scientifique de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, puis à la Commission Recherche de l'Université de Bordeaux, entre 2012 et 2015.